N°. 60. 1811.

JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

VENDREDI, le 26 Juillet.

**** Le prix de cette feuille est de f 11 par an, f 5-15 pour six mois, et f 3 pour trois mois. Les souscripteurs dont l'abonnement est fini; sont invités à le renouveller, pour ne point éprouver d'interruption dans les envois. Tout abonnement quelconque, doit être payé d'avance.*

EMPIRE FRANÇAIS.

ARRÊTÉ.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, Baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur,

Vu les plaintes journellement portées par le public, desquelles il résulte, que malgré la grande diminution du prix des grains et l'abolition du droit de mouture dans ce département, un grand nombre de boulangers, ne se contentant pas d'un bénéfice légitime, et n'écoutant au contraire qu'une cupidité condamnable, ou n'ont point diminué le prix des différentes qualités de pain qu'ils vendent, ou en diminuant le prix de chaque pain, en ont aussi diminué le poids, et que conséquemment le résultat est toujours le même.

Vu la loi du 22 juillet 1791 qui autorise les officiers municipaux à taxer le pain, et la viande de boucherie, lorsque les boulangers et bouchers s'écartent du prix raisonnable auquel ils doivent se borner.

Considérant que dans la circonstance actuelle, il est urgent d'user de la faculté accordée par cette loi, pour mettre fin à des plaintes, qui ne sont que trop fondées, et pour arrêter les effets d'une cupidité si préjudicable à l'intérêt général, et dont la classe indigente est particulièrement victime.

ARRÊTE:

Art. 1. A dater du 1er août prochain, toutes les qualités de pain de quelque poids, grosseur ou forme que ce soit, soit de pur froment soit de seigle, ainsi que la viande de boucherie, seront taxées dans toutes les communes de ce département, où il existe des boulangers, bouchers ou marchés.

2. Ces taxes seront faites par les maires, bassées sur les prix des grains et des bestiaux, et renouvelées tous les 15 jours, d'après la variation de ces prix.

3. Le nouveau système des poids et mesures de l'empire n'étant pas encore introduit dans ce département, les taxes du pain et de la viande seront faites provisoirement et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, d'après les poids présentement en usage.

4. Les taxes arrêtées par les maires, seront de suite inscrites sur les registres des délibérations de leur mairie; une expédition signée par eux, sera et restera affichée à la porte principale de la maison commune jusqu'à nouvelle taxation. Une autre expédition sera adressée immédiatement à leur sous-préfet respectif.

5. Les maires, leurs adjoints et les commissaire de police sont chargés de faire observer ces taxes et de citer devant le tribunal de police, les boulangers et bouchers qui vendraient le pain et la viande au delà du prix fixé.

6 Les maires obligeront les boulangers à avoir sur leur comptoir des balances suspendues assez haut pour que les bassins ne reçoivent pas de la table des contre-coups ménagés à leur profit par une adresse frauduleuse.

7. Tout boulanger ou boucher convaincu d'avoir vendu à faux poids du pain ou de la viande, devra être condamné par le tribunal de police, pour la première fois, à l'amende de 100 francs au moins, et à la qualité

VRYDAG, den 26 July.

**** De prys van dit Journaal is f 11 voor het jaar, f 5-15 voor het half jaar, en f 3 voor het vierendeel jaar. De intekenaren, wiens abonnement geëindigt is, worden verzogt hetzelve te vernieuwen, ten einde geen oponthoud in het toezenden te ondervinden. Elk abonnement moet vooruit betaald worden.*

FRANSCH KEIZERRIJK.

ARRÊTÉ.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Gezien de dagelyksche inkomende klagten van het publiek, dat niettegenstaande den aanmerkelyken afslag van den prys des koorns, en de afschaffing van het regt op het gemaal binnen dit departement, een groot aantal bakkers, wel verre van zich te vergenoegen met eene billyke winst, integendeel naar niets anders luisteren dan naar de inspraak eener laakenstrafbare baatzucht, zodanig dat zij den prijs van elk brood door hen verkocht of niet verminderen, of wanneer zij hetzelve al verminderen, ieder brood zoo veel te ligter in het gewigt bakken, waardoor de zaak als zaak in effecte altijd op een en hetzelfde uitkomt.

Gezien de wet van den 22 julij 1791, waarbij aan de leden van het gemeentebestuur magt gegeven word, den prijs van het brood en vleesch te zetten, wanneer de bakkers en slagers de palen van den redelijken prijs, waar binnen zij zich behooren te vergenoegen, te buiten gaan.

Overwegende dat het in dezen toestand van zaken, onverwijld noodzakelijk is, die magt door genoemde wet vergund, te bezigen, om daarmede een einde te maken aan klagten, welke maar al te wel gegrond zijn, en om wijders alle verdere gevolgen eener met het algemeen belang zoo strijdige inhaligheid, waarvan de klasse der behoeftige ingezetenen bij zonder het slagtoffer is, tegen te gaan en te stuiten.

ARRESTEERT.

Art. 1. Te rekenen van den 1 augustus aanstaande zullen alle broden zonder onderscheid van gewigt, grootte of formaat, en om het even of hetzelve uit enkele tarwe of rogge gebakken zij, gelijk mede het vleesch bij de slagers, in alle de gemeenten van het departement waar bakkers, slagers of markten zijn, gezet worden op eenen bepaalden prijs.

2. Die zetting zal geschieden door de maires, en gegrond zijn op den prijs der granen en van het vee; dezelve zal alle veertien dagen vernieuwd worden naar gelang der verandering van de prijzen dier eetwaren.

3. Het nieuwe stelsel der rijks-maten en gewigten binnen dit departement nog niet in werking zijnde, zal de zetting van het brood en vleesch, tot daar omtrent anders zal wezen geordonneerd, geschieden, volgens de nog in gebruik zijnde gewigten.

4. De zetting door de maires geschied zijnde, zal terstond worden ingeschreven op het raad-signaat of resolutie-boek der gemeente, en een extract uit hetzelve, door den maire geteekend, zal van buiten aan de groote deur van het gemeente-huis worden aangeplakt en aldaar verblijven, tot de volgende zetting van den prijs der gemelde eetwaren. Een tweede extract zal onmiddellijk door hen gezonden worden aan de respective sous-prefekten.

5. De maires, hunne adjuncten en de commissarissen van de politie zijn gelast die zettingen te doen eerbiedigen, en alle de bakkers en slagers, welke boven dien gezetten prijs hun brood en vleesch mogten verkoopen, voor de regtbank van politie te doen dagvaarden.

6. De maires zullen de bakkers gelasten om boven hunne toonbanken schaal en gewigt te hangen, en wel op zoodanige hoogte, dat de schaal door geene bedriegelijke en tot eigenbaat aangewende behendigheid, eene terugkaatsing van de toonbank kunne ontvangen, welke het gewigt in de balans doet overslaan.

7. Elke bakker of slager overtuigt zijnde van brood of vleesch verkocht te hebben dat het volle gewigt niet heeft, zal door de regtbank van politie, voor de eerste maal ten minsten in eene boete van 100 francs, en zoo dezelfs regt van patent

du droit de sa patente, si ce droit est de plus de cent francs, conformément aux dispositions de l'art. 22 de la loi du 22 juillet 1791. Le pain saisi en contravention sera porté à l'hospice de la commune, ou employé au profit de cet établissement.

8. Les délinquans, aux termes de l'article précédent, devront en sus être condamnés à la détention de police municipale; et en cas de récidive, les prévenus seront renvoyés à la police correctionnelle, en exécution de l'article 23 de la même loi.

9. Les maires devront en outre tenir la main à ce que les boulangers cuisent à heure compétente, pour que leurs pains soient froids aux heures où le public en fait sa provision, et sur tout, qu'ils soient bien cuits, sans mixion, bien élabprés, fermentés et boulangés, et faits de farine saine et ne provenant point de bled relavé ni remolu.

10. Les maires, adjoints ou les commissaires de police seront tenus de faire, aumoins une fois par semaine, à des jours et heures différens, des visites chez tous les boulangers et bouchers de leur commune, afin d'y constater les contraventions au présent arrêté.

11. Les fonctionnaires designés à l'article précédent, devront aussi veiller à ce que les bestiaux conduits à la boucherie, soient sains, et à ce qu'ils soient tués et non morts de maladie ou étouffés; en cas de suspicion de maladie, ils pourront prendre, pour experts en cette matière, des pelletiers ou mégissiers, qui après le dépouillement de l'animal, pourront connaître à l'inspection de la peau, si l'animal étoit sain.

12. Pour faciliter la répression des contraventions aux dispositions du présent arrêté, dont les boulangers pourraient se rendre coupables, les maires les obligeront à avoir tous une marque particulière, portant les lettres initiales de leurs noms, laquelle devra être apposée sur tous les pains pésant plus d'une demie livre.

13. Le présent arrêté sera imprimé, publié et affiché dans toutes les communes du département, à la diligence des maires, qui sont spécialement chargés de veiller à son entière exécution.

A Bois-le-Duc le 20 juillet 1811.

Pour le préfet absent par congé, le conseiller de préfecture délégué.

(*Signé*) M. VAN DEN HEUVEL.

BOIS-LE-DUC, le 22 juillet 1811.

Le Préfet du département des Bouches du Rhin, Baron d'l'Empire, Chevalier de la Légion d'Honneur.

A Messieurs les sous-préfets et les maires du département.

Messieurs,

Les dépenses des dépôts de sureté près des justices de paix, quoique comprises sous une même dénomination générique, sont cependant susceptibles de certaines distinctions, qu'il est nécessaire de connaître pour établir d'une manière convenable la comptabilité des frais y rélatifs. Sentant la nécessité de distinguer celles de ces dépenses qui sont à la charge des départemens, d'avec celles qui doivent être supportées par les communes dans lesquelles ces dépôts sont établis, S. M. a adopté le 12 juin dernier les dispositions suivantes:

„ Les dépenses des dépôts établis sur la grande route, et spécialement destinés à donner gîte ou séjour aux condamnés en route, sont des dépenses départementales.

„ Lorsque ces condamnés séjournent dans les simples dépôts de sureté proprement dits près des justices de paix, les frais qu'ils y occasionnent doivent être considérés comme frais de translation des prisonniers, et payés sur les crédits spéciaux à ce destinés dans les budjets des départemens.

„ Mais tous autres frais occasionnés par le séjour et la nourriture des détenus pour de légers délits, par mesure de police municipale, les loyers, l'entretien des locaux et autres menues dépenses, sont à la charge des communes où ces dépôts sont situés."

Les maires des communes où ces dépôts sont situés devront donc toujours tenir sur leurs livres un relevé exact de l'espèce des délits qui auront donné lieu à

boven de 100 francs, beloopt, als dan in het volle bedragen van deszelfs patent, veroordeeld worden, conform de bepalingen van art. 22 van de wet van den 22 julij 1791; zullende het aangehaalde brood naar het armenhuis van de gemeente worden gebragt, of ten voordeele van dat gestigt worden gebezigt.

8. De delinquanten in het vorig artikel vermeld, zullen daarenboven tot eene in hechtenisneming op het raadhuis veroordeeld, en bij verdere overtreding gerenvoijeerd worden naar de correctionele politie, overeenkomstig art. 23 van dezelfde wet.

9. De maires zullen daarenboven toezien dat de bakkers op een behoorlijk uur het brood bakken, ten einde hunne brooden koud zijn tegen den tijd, waarop de inwooners van de gemeente hunnen voorraad daarvan opdoen, en vooral dat hetzelve goed gaar, zonder eenig inmengsel, goed bewerkt, uitgegist, gekneed, van goed gezond meel bereid en niet herkomstig zij van gewasfen en op nieuws gemalen koorn.

10. De maires, adjuncten of de commissarissen van politie zullen gehouden zijn ten minsten eenmaal des weeks, op onbepaalde dagen en uren, bij de bakkers en slagers in hunne gemeente rondtegaan, ten einde te zien of er eenige contraventie tegen het tegenwoordig reglement plaats hebben.

11. De gemelde ambtenaren moeten ook een waakzaam oog houden dat er geene andere dan gezonde beesten naar de vleeschbank gebragt worden, alsmede dat dezelve geslagt en aan geene ziekte gestorven of gesmoord zijn. In gevalle van vermoeden van ziekte zullen dezelve eenige bontwerkers of leerbereiders, als deskundigen daarbij mogen ontbieden, welke na het vel van het beest afgetrokken te hebben, bij de beschouwing van de huid zullen kunnen ontwaren of hetzelve ziek of gezond geweest zij.

12. En ten einde den tegenstand tegen de overtredingen van het tegenwoordig reglement, waaraan de bakkers zich zouden kunnen schuldig maken, te beter te kunnen bevorderen, zullen de maires hen noodzaken, om elk een bijzonder merk te hebben, houdende de eerste letters van derzelver namen, en hetzelve te drukken op alle de broden die meer dan een half pont zullen wegen.

13. Het tegenwoordig arrêté zal gedrukt zijnde, bekend gemaakt en aangeplakt worden, in alle de gemeenten van het departement, door de zorg van de maires, welke bijzonder gelast zijn de uitvoering daarvan te bevorderen.

Te 's Hertogenbosch, den 20 Julij 1811.

Voor den prefekt met verlof absent, de gecommitteerde raad der prefektura.

(*Geteekend*) M. VAN DEN HEUVEL.

'sHERTOGENBOSCH, den 22 Julij 1811.

De Prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Aan de heeren sous-prefecten en maires binnen dit departement.

Mijne heeren,

De kosten van de depôts van zekerheid bij de vredegerigten, ofschoon onder een en dezelfde benaming begrepen, zijn nogtans vatbaar voor zekere onderscheidingen, welke het noodzakelijk is te kennen, ten einde op eene geschikte wijze de comptabiliteit der kosten daartoe betrekkelijk te regelen. Z. M. de noodzakelijkheid gevoelende, die uitgaven, welke ten laste der departementen strekken, te onderscheiden van die genen welke door de gemeenten moeten bekostigd worden, waarin die depôts bestaan, heeft in dato 12 julij ll., de volgende bepalingen vastgesteld:

„ De kosten van de depôts van zekerheid welke op de groote wegen opgerigt en bijzonder dienende zijn tot het verblijf van veroordeelden op den weg, zijn departementale onkosten."

„ Wanneer die veroordeelden in de eenvoudige depôts van zekerheid, eigenlyk gezegd bij de vredegerigten verblijf gegeven word, moet men de kosten, die zij aldaar veroorzaken, beschouwen, als kosten van vervoer van gevangenen welke betaald worden, uit de speciale fondsen in de budgets van de departementen daartoe geaffecteerd; maar alle andere kosten van verblijf en onderhoud der gedetineerden, ter zake van geringe misdaden, door de maatregelen der stedelijke politie van het gemeentebestuur in bewaring geplaatst, zijn, wat de huur, het onderhoud der gebouwen en andere onkosten meer betreft, voor rekening der gemeenten waar die depôts zijn opgerigt.

De maires van de gemeenten alwaar die depôts bestaan, moeten dus ten allen tijde eene naaukeurige aanteekening op hunne boeken houden van de soort van misdaad, welke aan-

l'entrée de tout individu dans les dépôts, afin de pouvoir constater ce qu'ils auront droit de réclamer sur les fonds du département.

Recevez MM. l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet absent par congé, le conseiller de préfecture délégué.

(*Signé*) M. VAN DEN HEUVEL.

MM. les maires de l'arrondissement de Bois-le-Duc qui n'ont pas encore satisfait au vœu de la circulaire du 10 de ce mois insérée dans le n°. 56 du présent journal, en n'envoyant pas à la préfecture les listes des candidats qui leur ont été demandées, pour la nomination des répartiteurs de l'an 1812, sont invités à y satisfaire *sans délai*, attendu que ce travail doit être terminé au 1er août prochain, et qu'à cette époque MM. les répartiteurs doivent avoir prêté entre leurs mains le serment voulu par la loi.

PARIS, le 19 *Juillet*.

On assure que la session actuelle du corps-législatif se terminera à la fin de ce mois.

Il arrive successivement à Anvers beaucoup de navires, chargés de marchandises qui ont été confisquées dans le Nord. Il doit en arriver au moins deux cents. Toutes ces marchandises seront vendues sous peu à Anvers.

Le maréchal *Suchet*, après la prise de Tarragonne, s'est rendu à Barcelonne, en passant par Villafranca et Villanova; delà il se dirigeait sur le Montferrat. L'armée de *Campoverde* est en partie dissoute par la défection de ses troupes; avec ce qui lui reste, il s'est retiré vers le Montferrat, où il est vivement poursuivi.

Les nouvelles de Londres, du 13, mandent, que l'état de la santé de S. M. Brittannique a été présenté, le 6 de ce mois, au conseil-privé par le conseil de la Reine; il en résulte que l'état de la santé de S. M. à l'époque de l'assemblée dudit conseil n'a point été tel qu'il lui permet de reprendre l'exercice personnel de ses fonctions royales; non que la santé corporelle de S. M. est fortement derangée, mais parce qu'un surcroît de maladie mentale, arrivé le 6 avril dernier, a nécessité un changement dans le système de traitement pour la guérison. Assurement la santé mentale s'est améliorée depuis cette époque; mais les médicins ne peuvent assurer quel effet produirait un système de traitement qui admettrait près la personne de S. M. un accès aussi libre qu'à une époque précédente de sa maladie; cependant il y a une grande probabilité que S. M. puisse finalement se rétablir.

Immédiatement après ce rapport, S. M. a eu un nouvel accès de paroxyme, et dès ce moment, il n'a plus été permis à S. M. de se promener sur la terrasse.

Les nouvelles particulièrement de Windsor, du 12 au soir, étaient défavorables.

LOTERIE IMPÉRIALE DE FRANCE.

Tirage de Paris, du 15 Juillet 1811.

59 - 46 - 20 - 69 - 9.

Tirage de Bruxelles, du 17 Juillet 1811.

34 - 76 - 52 - 74 - 84.

leiding tot de intrede van elk individu in het depôt gegeven heeft, ten einde daaruit kunne blijken het geen hij met regt uit de departementale kas te vorderen hebbe.

Ontvang, mijne heeren, de verzekering mijner onderscheiding.

Voor den prefekt met verlof absent, de gecommitteerde raad der prefektuure.

(*Geteekend*) M. VAN DEN HEUVEL.

Mijne heeren, de maires van het arrondissement van 's Hertogenbosch, welke nog niet voldaan hebben aan den inhoud der circulaire van den 20 dezer maand, geplaatst in het 56ste nummer van het tegenwoordig journaal, door tot heden toe de gevraagde lijsten der voorgestelden candidaten tot het vervullen der posten van repartiteurs, voor het jaar 1812, ter prefektuur niet te hebben ingezonden, worden verzocht daaraan *onverwijld* te willen voldoen; gemerkt dit werk op den 1 augustus aanstaande afgedaan moet zijn, en de heeren repartiteurs op dat tijdstip in hunne handen den eed moeten hebben afgelegd.

PARYS, *den* 19 *Julij*.

Men verzekert dat de tegenwoordige zitting van het wetgevend ligchaam met het einde dezer maand zal besloten worden.

Er komen te antwerpen achtereenvolgende vele schepen aan, beladen met koopwaren die in het Noorden verbeurd verklaard zijn. Er moeten er ten minsten 200 van aankomen. Alle die koopwaren zullen binnen kort te Antwerpen verkocht worden.

De maarschalk *Suchet* heeft zich, na de inneming van Tarragona, naar Barcelona begeven, over Villafranca en Villanova passeerende, van daar heeft hij zich naar Montferrat begeven. De armee van *Campoverde* is gedeeltelijk ontbonden door de afvalligheid zijner troepen: met het geen hem overblijft heeft hij zich naar Montferrat begeven, waar hij levendig vervolgd wordt.

De berigten uit Londen, van den 13 melden, dat door den raad der Koningin den 6 dezer, in den geheimen raad een officiëel rapport, wegens den staat van gezondheid Zijner Britt. Maj., is overgelegd; uit hetzelve blijkt, dat de staat van Z. Ms. gezondheid, op het tijdstip van de bij eenkomst van gemelden raad, niet zoodanig is geweest, om aan Z. M. de personelijke uitoefening zijner koninglijke functien toe te laten; niet dat de ligchaamlijke welstand van Z. M. sterk aangedaan is, maar dewijl eene toeneming in de ontsteltenis der geest vermogens, den 6 april ll. voorgevallen, eene verandering in de behandeling van Z. Ms. ziekte noodzakelijk heeft gemaakt. Voorzeker is de toestand der geestvermogens sedert dien tijd verbeterd, maar de geneesheeren kunnen niet verzekeren, welk uitwerksel eene geneeswijze zou hebben, die bij Z. Ms. persoon eenen zo vrijen toegang zou veroorlooven als op het tijdstip vóór hoogstdeszelfs ziekte; echter is er eene groote waarschijnlijkheid, dat Z. M. geheel kan herstellen.

Dadelijk na dit rapport heeft Z. M. eene nieuwe instorting gehad, en van dat oogenblik af is het aan Z. M. niet geoorloofd, op het terras te wandelen.

De bijzondere berigten van Windsor van den 12 des avonds waren ongunstig.

FRANSCH KEIZERLIJKE LOTERIJE.

Trekking te Parijs, den 15 Julij 1811.

59 - 46 - 20 - 69 - 9.

Trekking te Brussel, den 17 Julij 1811.

34 - 76 - 52 - 74 - 84.

(*Suite du programme général de l'école impériale polytechnique. Voyez notre précédent N°.*)

Les différentes parties du trousseau doivent être neuves. Le linge des élèves sera marqué, ou remarqué à l'école, du numéro qui aura été affecté à l'élève.

L I V R E S D'I N S T R U C T I O N.

Les parens sont prévenus que, conformément aux dispositions du décret du 22 fructidor an 13, les élèves doivent être pourvus, en entrant à l'école, et s'entretenir à leurs frais, des livres d'instruction qui leur sont nécessaires, ainsi que des crayons et estampes pour le dessin de la figure.

D É T A I L D E S L I V R E S.

Programme des cours d'Analyse de l'école.
Analyse appliquée à la géométrie de *Monge* et *Hachette* (première partie.
Analyse appliquée *idem*, de *Monge* (seconde partie, édition de 1809).
Géométrie descriptive, de *Monge*.
Programmes des cours de Statique et de Mécanique de l'école.
Programmes des cours de Chimie de l'école.
Tables des logarithmes.
Traité sur les machines, par *Hachette*.
Programmes des cours de grammaire et de belles-lettres de l'école.
Programme du cours de Physique.

Programme du cours d'Architecture.
Programme du cours d'art militaire.
Programme du cours de constructions.
Correspondance sur l'école polytechnique (*ad libitum*).

NOTA. *Le prix des livres n'est point indiqué; mais la dépense peut en être évaluée à la somme de 105 fr., au plus, pris à l'école. Le conseil d'administration a fait des arrangemens pour que cet article, ainsi que ceux du trousseau, soient livrés aux élèves au prix le plus modéré.*

Les parens qui désireront que les livres soient fournis par l'administration, devront en déposer le montant à la caisse. Le compte de l'élève sera chargé en recette de la somme déposée, et la valeur des livres leur sera portée en dépense à fur et à mesure qu'ils leur seront distribués. Le décompte sera arrêté à la sortie de l'élève.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES.

Aucun candidat admis, ne sera reçu à l'école, 1°. s'il n'a payé le premier quartier de sa pension; 2°. s'il ne remet copie légale de l'engagement souscrit devant le préfet de son département de payer les autres quartiers aux époques fixées; 3°. s'il n'apporte son trousseau complet et tous les livres indiqués, à moins qu'il n'ait versé dans la caisse de l'école la somme équivalente des effets et livres qui lui seront fournis. (1)

Le gouverneur réitère aux parens et tuteurs l'invitation qu'il leur a déjà faite, ou d'avoir un correspondant à Paris chargé d'acquitter, lui-même, chaque trimestre, le montant de quartier, où, ce qui est préférable, de verser dans la caisse du receveur-général du département les sommes qu'ils ont à payer à l'école. Il leur sera donné en échange un mandat sur la caisse de service du Trésor public. Ce mandat, payable à l'ordre du quartier-maître-trésorier de l'école, sera remis au préfet du département, par la voie duquel il parviendra sans frais à l'administration de l'école.

Au moyen de ce dernier arrangement, les parens se trouveront avoir justifié de fait du paiement des quartiers de pension; le trésorier de l'école leur en adressera la quittance définitive. Les élèves arrivans devront être porteurs du montant du premier quartier et de la valeur de leur trousseau, ou du mandat équivalent donné par le receveur sur la caisse de service.

Hors ce premier paiement, les élèves n'en auront plus à faire par eux-mêmes à la caisse de l'école. Les parens sont tenus, ainsi qu'il est dit ci-dessus, de s'acquitter envers l'administration, soit par le moyen d'un correspondant, soit par la voie du préfet du département. Si les parens veulent faire remettre quelques sommes aux élèves, ils pourront les adresser par la même voie à l'administration de l'école, qui les leur fera compter.

Les parens sentiront, que ces mesures ont deux buts essentiels: l'un, de ne pas détourner les élèves de leurs études, en les chargeant de recouvremens et de démarches dont le réglemens de l'école ne leur permet pas de s'occuper; le second, de ne pas les exposer à faire, des fonds qu'ils mettraient entre leurs mains, un emploi étranger à leur intention.

Cette observation très-importante est applicable à toutes les affaires particulières dont les parens pourraient charger les élèves.

L'intention du Gouvernement étant que l'uniformité la plus exacte règne dans les vêtemens et dans la coiffure des élèves, tous seront confectionnés à l'École. Si les parens veulent acheter les étoffes, ils doivent les prendre de la qualité et les nuances arrêtées par le Conseil d'Administration; mais aucune ne sera reçue, qu'elle n'ait été jugée entièrement conforme.

A l'exception des culottes de nankin et des gilets de basin blanc que les élèves ont la liberté de porter pendant l'été, il ne pourra être apporté par les élèves que des effets uniformes; ceux qui ne le seront pas ne pourront rester entre leurs mains. Les parens voudront bien les faire retirer.

(1) *Voyez à la fin du Programme le détail des formalités auxquelles chaque Élève doit satisfaire d'être enregistré.*

(*La suite au prochain numéro*).

*** Heden morgen circa 3 uren verloste zeer voorspoedig van een welgeschapen ZOON, REGINA VAN DEN GROOTENACKER, geliefde Huisvrouw van J. W. A. VAN WANRAY.

NYMEGEN, *den* 23 *July* 1811.

*** Heden wierd ik berooft van mynen waardigen Man, DIRK WALRAVEN VAN KERKWYK, sedert het jaar 1759 Schout en Secretaris alhier, byna vyftig jaren, was ik met hem door eenen gelukkigen Echt vereenigt, en nu is die band verbroken, daar hy aan de gevolgen van een pynlyk ongemak, in het 81ste jaar zyns levens, tot myne en mynder Kinderen droefheid, zagt, en, zoo wy hopen, zalig ontslapen is. Verzoeke van Brieven van Rouwbeklag verschoond te blyven.

GAMEREN, *den* 20 *July* 1811.

WILLEMKE TIMMER.
Weduwe van DIRK WALRAVEN VAN KERKWYK.

*** De Commissie van Onderwys in het voormalig departement *Braband*, zal buitengewoon vergaderen woensdag den 7 Augustus aanstaande, 's morgens ten 10 uren, in den BOSCH in het Logement *de gouden Leeuw* aldaar, het gene by deze aan Belanghebbenden wordt bekend gemaakt.

VAN DE NOORDAA, Fungerende Secretaris.

*** Le sieur VAN REES, garde-magasin, contrôleur du timbre à *Bois-le-Duc*, a l'honneur de prévenir le public, qu'il vient d'être nommé traducteur juré près le tribunal de première instance, séant dans cette ville.

*** De heer VAN REES, garde magasin controleur van het zegel in den *Bosch*, heeft de eer bekend te maken, dat hy door de regtbank ter eerste instantie binnen deze stad tot beëdigd vertaler is benoemd geworden.

*** Men verlangt in eene Katoenspinnerij, in eene der voornaamste Steden van het Departement der *Zuiderzee*, eenen bekwamen en van goede getuigenisse voorzienen MEESTER-KNEGT, mits volkomen kundig van alles wat tot diergelijke Spinnerij behoord. Adres *franco* aan Letter A, B, bij de Boekverkoopers de Wed. J. VAN TERVEEN EN ZOON, te *Utrecht*.

*** Op Donderdag den 1 Augustus 1811, voormiddags ten tien uuren, zal ten Huize en Herberge van den Kastelein L. BERTRAM, te *Gameren*, in 't Canton van *Zalt-Bommel*, in het openbaar, tot een inset werden geveilt, en agt dagen daarna zullende zijn den 8 Augustus daar aan volgende, op tijd en plaats voorschreven, tot den finalen slag werden verkogt: de van ouds genaamde BIERBROUWERY, *de Kluyt*, met de daar annexe Huizinge en Tuin, mitsgaders ruime Pakhuizen, Kelders en Zolders, twee Schuuren, zoo voor berging van Vee als ook voor Rijtuigen, met nog een Wijwaardje, voor twee Schaaren; als mede de HERBERG *de Kluit*, staande en gelegen aan de Rivier de Waal, te *Gameren* voornoemd, omtrent een quartier uurs beneden de Stad *Zalt-Bommel*.

A *Bois-le-Duc*, chez H. PALIER ET FILS ET P. ARKESTEYN, Imprimeurs de la Préfecture.